

Demande déposée le 18/06/2026 et complétée le 18/06/2026		N° DP 011 397 26 00017 M01
Demande affichée en mairie le : 19/06/2026		
Par :	SCALEC représentée par Mme Samia MÉNASSI	
Demeurant à :	113 Route de Narbonne 11800 TREBES	
Sur un terrain sis à :	113 Route de Narbonne 11800 TREBES 397 AS 119, 397 AW 32	
Nature des Travaux :	Ombrières photovoltaïques sur parking existant déplacement d'une ombrière	

Le Maire de TREBES

VU la déclaration préalable présentée le 18/06/2026 par SCALEC représentée par Mme Samia MÉNASSI,

VU l'objet de la déclaration :

- pour Ombrières photovoltaïques sur parking existant : déplacement d'une ombrière;
- sur un terrain situé 113 Route de Narbonne

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU l'article L 152-5 du code de l'Urbanisme,

VU l'article L 422-7 du code de l'Urbanisme,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/07/2008, modifié les 29/11/2011, 11/12/2014, 20/12/2018, 23/05/2019, le 16/06/2021 et le 20/06/2023 (zone UEb),

VU le Plan de Prévention des Risques inondation approuvé par anticipation le 04/07/2024 et modifié le 28/04/2025, zone Ri1,

VU la délibération du conseil municipal n° 36/2026 en date du 13/04/2026,

VU la Déclaration Préalable initiale n° DP 011 397 26 00017 délivrée le 28/04/2026,

Considérant que la déclaration initiale comportait des prescriptions,

Considérant que le présent projet ne remet en cause l'instruction et les prescriptions initiales,

DECIDE

Article 1 : La présente déclaration préalable modificative fait l'objet d'une **décision de non opposition** sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'autorisation initiale.

TREBES, le

- 2 JUL. 2026

L'Adjoint au Maire,
Didier CARBONNEL



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

La légalité de la décision peut être contestée :

- soit par le (ou les) demandeur(s) à compter de sa date de notification (recours),
- soit par un (ou des) tiers à compter de la date de son affichage sur le terrain (recours),
- soit par l'autorité compétente (retrait).

Recours :

- **recours gracieux** auprès de l'autorité compétente dans un délai d'un mois, par le (ou les) demandeurs(s) ou par un (ou des) tiers qui est(ont) tenu(s) d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
 - **recours contentieux** auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois, par le (ou les) demandeurs(s) ou par un (ou des) tiers qui est(ont) tenu(s) d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- En application de l'article L.600-12-2 du Code de l'urbanisme, le délai de recours contentieux n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux.

Retrait : dans un délai de trois mois après la date de la décision, l'autorité compétente peut la retirer si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) de la décision et de lui (leur) permettre de présenter ses (leurs) observation(s).

Attention : la décision n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait.

Durée de validité de l'autorisation :

Conformément à l'article R.424-17 du Code de l'urbanisme, l'autorisation est caduque si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant plus d'un an. En cas de recours, le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée deux fois maximum par périodes d'un an si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Une demande de prorogation peut être présentée à l'autorité compétente au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité, par courrier sur papier libre ou par voie dématérialisée, accompagnée de l'autorisation concernée.

Le (ou les) bénéficiaire(s) de l'autorisation peut (peuvent) commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le panneau doit être conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 du Code de l'urbanisme, Vous trouverez le modèle de panneau en ligne (www.service-public.gouv.fr/affichage) de l'autorisation d'urbanisme sur le terrain ou la façade du bâtiment), ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier le respect des autres réglementations, ni des règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut faire valoir ses droits devant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrage, prévue par l'article L.242-1 du Code des assurances.